

Bébés sans médecin, question de moyens ?

Un enfant sur cinq n'a ni médecin traitant, ni pédiatre.

Dans les familles défavorisées. Une question de moyens financiers ? Non, plutôt socioculturelle.

● **Albert JALLET**

Un enfant sur cinq, âgé entre 0 et 2 ans, n'a ni médecin traitant, ni pédiatre. Est-ce grave docteur ?

Ces chiffres on les doit aux Mutualités libres. En fait, c'est un sur sept. Le un sur cinq c'est pour les familles défavorisées. Avec cette question qui semble couler de source : l'accès aux soins de santé est-il une question de moyens ? Du moins dans ce secteur. Est-ce pour cela que 20 % des enfants des familles à faible revenu grandissent comme ça, sans suivi ? Pas si simple.

Les Dr Jean-Pierre Schepens, médecin généraliste, et Michel Dechamps, chef de service en neuropédiatrie au CHR de Namur, nous l'expliquent.

Le Dr Jean-Pierre Schepens est médecin généraliste mais aussi médecin à l'ONE, depuis une trentaine d'années. L'homme relativise : « Il ne faut pas dire que l'on n'a pas accès aux soins de santé pour les enfants. Dès la naissance, si les pa-

rents (ou le parent) veulent un suivi gratuit pour l'enfant, ils l'ont grâce à l'ONE. » Les futurs parents en sont informés. Une fois le bébé venu au monde, ce n'est pas un suivi au rabais qui est proposé.

« Ce n'est pas une question de coût »

« Dans un premier temps, je les vois tous les 15 jours et puis une fois par mois. » Le médecin d'ajouter qu'en cas d'urgence, il y a des gardes qui sont organisées. « Soit on se rend au domicile de l'enfant ou il existe des taxis sociaux. »

Sans ambages, il insiste : « Dans ces conditions, si les gens ne viennent pas ou ne vont pas chez le médecin, c'est parce qu'ils ne le veulent pas. » Tout en soulignant : « Qu'en plus, de plus en plus d'hôpitaux organisent des consultations au tiers payant. »

Le Dr Schepens n'en démord : « Ce n'est pas une question de coût. »

Michel Dechamps embraie : « Ce phénomène est réel. On le constate sur le terrain. Pourquoi ? Les gens issus d'un milieu moins favorisé, qui ont un

déficit socioculturel, n'ont pas le réflexe d'aller chez le médecin. N'y consacrent pas le temps, n'ont pas le temps, parce qu'il faut prendre rendez-vous, qu'il y a des frais annexes. C'est un état d'esprit. »

Le neuropédiatre confirme : « Que ce soit l'ONE mais aussi les mutuelles qui proposent des consultations gratuites pour leurs membres, la médecine demeure accessible.

Être plus contraignant ?

Alors que faire ? Michel Dechamps lance : « La Belgique est un pays peu directif et peu répressif. Mais il existe des pays plus contraignants. C'est ainsi que dans certains, la prime de naissance est liée aux visites chez le médecin la première année. » La carotte et le bâton. Avec en toile de fond : est-ce le prix à payer pour la santé des enfants ? Parce qu'une pathologie qui n'est pas repérée à temps peut s'avérer catastrophique pour l'enfant mais aura aussi un coût pour la collectivité. ■

Liberté individuelle : jusqu'où ?

Michel Dechamps met le doigt sur ce non-réflexe médical : « Cela se voit clairement avec les soins dentaires pour les enfants. Ils sont gratuits mais plein d'enfants ne vont pas chez le dentiste. »

Comme pour les dents, la médecine préventive est primordiale. Avec ces pathologies silencieuses, celles qu'on ne repère pas et puis... « L'exemple d'un

problème de vue non détecté chez un jeune enfant et qui une fois qu'il a atteint l'âge de 6 ou 7 ans, ce problème devient quasiment incurable. » Là, c'est l'enfant qui paie le prix fort. Mais ces maladies non repérées peuvent parfois être soignées plus tard. Mais là aussi, au prix fort. « C'est la liberté individuelle des gens de ne pas aller chez le médecin mais elle se paie sur le dos de la collectivité. »

Médecins de famille : la mémoire de votre santé

Pas de médecin généraliste ou un médecin de famille, pas de pédiatre ? Certaines personnes font le choix d'aller aux urgences s'il y a le moindre petit problème. Ce qui n'est pas la bonne solution. Parce que les

urgences ne sont pas là pour ça.

« On remarque de plus en plus dans les milieux urbains et principalement à Bruxelles, que les médecins généralistes sont de moins en moins sollicités parce que l'accès aux hôpitaux est là. »

Jean-Pierre Schepens va plus loin, fort de son expérience : *« Je crois même qu'à terme, le médecin de famille va disparaître. Avec les maisons médicales et les postes rattachés aux hôpitaux. »*

Résultat, le médecin de famille risque de devenir un dinosaure de la chaîne médicale. Pourtant, il est utile, ce médecin de famille : celui qui connaît tout le passé, l'histoire médicale de l'enfant, de sa famille, du milieu où il évolue. ■A.J.